



## **Elevage de la faune sauvage en Afrique**

J.-P. Thomassey

### **► To cite this version:**

J.-P. Thomassey. Elevage de la faune sauvage en Afrique. Revue forestière française, 1992, 44 (5), pp.456-462. <10.4267/2042/26346>. <hal-03443870>

**HAL Id: hal-03443870**

**<https://hal.science/hal-03443870v1>**

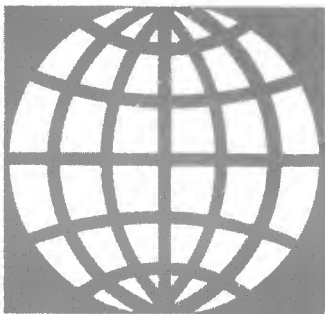
Submitted on 23 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



# chronique internationale

## ÉLEVAGE DE LA FAUNE SAUVAGE EN AFRIQUE

J.-P. THOMASSEY

L'élevage de la faune sauvage en Afrique, du moins de certaines espèces plus facilement domesticables, est très ancien puisque les pharaons égyptiens élevaient déjà des Oryx en semi-liberté.

De nos jours, les élevages de gibiers en semi-liberté, souvent en association avec du bétail domestique, se sont développés dans certains pays d'Afrique australe (Kenya, Zimbabwe, ...). Bien que les progrès dans ce domaine soient rapides, il reste encore beaucoup à faire pour maîtriser les techniques d'élevage. De nombreuses études réalisées dans ces pays ont démontré que la faune sauvage, par la diversité des tailles et des habitudes alimentaires des espèces qui la composent, exploitait sensiblement mieux la végétation naturelle de la plupart des biotopes africains que le bétail domestique trop spécialisé, et qu'elle résistait mieux aux épizooties et aux périodes de sécheresse que celui-ci.

Les méthodes d'exploitation de la faune sauvage pour la fourniture de protéines sont variées ; on peut citer : l'exploitation jusqu'à l'épuisement dans un secteur donné, le prélèvement ponctuel, en cas de surpopulation par exemple, le prélèvement régulier dans une population naturelle, l'élevage en liberté surveillée et la domestication ou élevage en clôture-pâture.

Ces méthodes s'appliquent sur une grande variété d'espèces sauvages. Elles peuvent concerner les animaux comme ressources de nourriture, comme les mammifères, les oiseaux, les reptiles, les amphibiens, les poissons et les invertébrés. Elles peuvent également concerner des produits non consommables de ces mêmes animaux, comme les peaux, les dents, les huiles, les fourrures, les griffes, les muscs, les animaux de laboratoire, les œufs, les plumes, les carapaces, les coquilles... Signalons encore l'existence de prélèvements d'animaux pour le sport, comme animaux de compagnie, ou encore pour approvisionner les jardins zoologiques.

Dans les vastes ranchs d'élevages mixtes d'Afrique australe, la faune sauvage est souvent rentabilisée par des safaris de chasse, ce qui augmente encore très sensiblement sa valeur par rapport à celle du bétail domestique.

Devant cet intérêt indéniable de l'élevage de certaines espèces de la faune sauvage africaine, on peut, dès lors, s'étonner que ce système d'exploitation ne soit pas davantage développé dans les pays francophones d'Afrique occidentale et centrale. Il y a à cela plusieurs raisons :

- Devant la menace qui pesait sur la faune sauvage naturelle du fait de la chasse professionnelle qu'il avait lui-même organisée pour ravitailler les chantiers de routes et de chemins de fer, et du fait de la recrudescence du braconnage due à la disparition des structures traditionnelles, le colonisateur avait, très tôt, classé des Parcs et des Réserves de Faune et pris des textes pour réglementer la chasse. Ces mesures étaient prises dans le seul but d'essayer de conserver ce qui restait de faune et étaient basées sur des méthodes répressives. Avec les Indépendances de ces pays, les forestiers africains ont été formés dans cette optique et ont donc mené la même politique que leurs prédécesseurs. L'aménagement et l'exploitation rationnelle de la faune ont, jusqu'à maintenant, toujours été considérés comme tout à fait secondaires, aussi bien par les États concernés que par le principal bailleur de fonds de ceux-ci, alors que de nombreuses études ont démontré le rôle essentiel joué par la faune sauvage dans l'alimentation en protéines des populations rurales de la plupart de ces pays ; 100 à 1 000 fois plus d'investissements ont été consacrés pour essayer de promouvoir l'élevage domestique que pour conserver la faune sylvestre et les ressources halieutiques en vue de leur exploitation rationnelle. Il en résulte que ces pays ont pris un retard considérable dans ce domaine par rapport aux pays d'Afrique australe.

- Il a été prouvé que les écosystèmes d'Afrique australe, établis sur des sols plus jeunes, sont, sous une pluviométrie annuelle semblable, sensiblement plus productifs que ceux d'Afrique occidentale et centrale, à quelques exceptions près, et qu'ils sont donc plus propices à un élevage plus intensif. En Afrique occidentale et centrale, le bétail domestique, comme les herbivores sauvages, sont généralement astreints à effectuer des transhumances sensiblement plus importantes qu'en Afrique australe pour se nourrir au cours de l'année ; seules quelques espèces, comme les petites antilopes, les diverses variétés de cobs, les suidés et les espèces de forêt dense humide restent confinées, leur vie durant, sur des superficies relativement restreintes et pourraient donc faire l'objet d'élevage en semi-liberté ; beaucoup d'autres espèces peuvent théoriquement être élevées en enclos (domestication), à condition de leur fournir une nourriture appropriée ; les expériences dans ce domaine n'ont pas encore, à notre connaissance, fourni des résultats rentables en ce qui concerne la fourniture de protéines.

En ce qui concerne les possibilités d'élevage de gibier, on peut, en schématisant, diviser l'Afrique francophone en trois grandes zones :

- La zone saharo-sahélienne, où la pluviométrie annuelle est inférieure à 350 mm. L'équilibre écologique de cette zone est extrêmement précaire, comme l'a démontré, une fois de plus, la décade de sécheresse qu'elle vient de connaître ; elle abrite cependant une faune sauvage remarquablement bien adaptée à ces conditions climatiques extrêmes (addax, oryx, gazelles dama et dorcas, ... etc), faune qui était très abondante jusque vers les années 1950 et qui, depuis, a été décimée sans raison valable par l'homme. La partie nord de cette zone a perdu tout son bétail (par mortalité due à la sécheresse ou par émigration vers le sud quand cela a été possible) lors de la dernière période de sécheresse, provoquant un déficit chronique en protéines animales des populations qui n'ont pu abandonner leurs villages. Mais avant de quitter, en dernière extrémité, cette zone, le bétail survivant a provoqué, un peu partout, la remise en mouvement des dunes mortes par suite du surpâturage et du piétinement ; des villages, des petites vallées fertiles, des lacs et des routes de plus en plus nombreux sont de nos jours menacés de disparaître sous les sables dans toute cette zone et la lutte contre ce phénomène exige des efforts, humains et financiers, de plus en plus considérables.

Dans cette zone, l'exploitation de la faune sauvage par des prélèvements réguliers, après avoir reconstitué ses effectifs normaux, c'est-à-dire ceux compatibles avec sa capacité de charge,

serait sans aucun doute un aménagement plus rationnel que de vouloir, à tout prix, y reconstituer le cheptel domestique tel qu'il était avant la dernière période de sécheresse, qui n'est, malheureusement, certainement pas la dernière que cette région devra subir.

- La zone soudano-sahélienne, dont la pluviométrie moyenne varie entre 350 et 900 mm. C'est la grande zone d'élevage transhumant, généralement excédentaire en bétail domestique. Des élevages de gibier, dans le but de fournir de la viande, ne s'y justifient donc guère, si ce n'est à proximité des grandes villes pour y satisfaire un certain snobisme qui autorise des prix plus élevés pour la viande de chasse que pour la viande de bétail. Il faut cependant faire remarquer que certains secteurs de cette vaste zone sont impropres à l'élevage du gros bétail domestique (présence de glossines ou raretés des points d'eau) ou hostiles à l'homme (maladies endémiques ou isolement du reste du pays). Dans ces secteurs, des prélèvements réguliers (selon le principe du rendement soutenu maximum) pourraient être opérés.

Par contre, il serait, économiquement parlant, très intéressant de mettre en place dans cette zone des élevages, en semi-liberté ou en enclos, d'espèces fournissant des produits rares et recherchés par les pays riches ; en particulier d'espèces classées en annexe 1 de la Convention sur le Commerce international des Espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES). Cette convention autorise en effet, à partir de la deuxième génération, la commercialisation internationale des individus des espèces classées en annexe 1, s'il est prouvé que ces individus sont issus d'un élevage par l'homme.

Deux espèces devraient particulièrement retenir l'attention dans cette optique :

- les crocodiles, pour leurs peaux. Le problème principal pour cette espèce est qu'il est nécessaire de disposer de grosses quantités de viande à très bon marché ; un élevage industriel ne peut donc être envisagé qu'à proximité des abattoirs des grandes villes.

- l'autruche, qui fournit une peau très appréciée en maroquinerie (aux USA, une peau d'autruche vaut actuellement 350 US\$), une viande à faible teneur en cholestérol et de ce fait de plus en plus recherchée dans les pays industrialisés, des plumes et des coquilles d'œufs également recherchées en artisanat. Des élevages d'autruches existent déjà en Afrique australe, en particulier en République d'Afrique du Sud ; rien ne s'oppose à ce que des expériences similaires soient réalisées dans les zones soudano-sahéliennes d'Afrique francophone.

- La zone soudano-guinéenne à guinéenne, *grosso modo* au sud de l'isohyète 900 mm. À part quelques îlots sains, cette zone est souvent infestée de glossines et, de ce fait, impropre au développement extensif de l'élevage du gros bétail domestique dont la plupart des races ne sont pas trypano-résistantes. Par ailleurs, l'importance de la strate arbustive et arborée, et la nature de la strate herbacée, ne favorisent souvent pas l'installation de pâturages appréciés des bovins domestiques. C'est dans cette zone que l'on estime de 80 à 90 % la part du gibier dans la consommation de viande des populations locales. Une enquête réalisée en 1986 a estimé qu'il rentrait en moyenne à Bangui, capitale de la République centrafricaine, deux tonnes de viande de chasse par jour ; à Libreville, capitale du Gabon, les chiffres sont du même ordre.

Cette zone est donc largement déficitaire en protéines animales d'origine domestique et doit importer la plus grosse partie de la viande de boucherie dont elle a besoin pour le ravitaillement des villes. Par contre, la faune sauvage, trypano-résistante et beaucoup moins spécialisée dans sa nourriture, y a été florissante (et l'est encore dans certains secteurs isolés). C'est dans cette zone que l'élevage du gibier pour la fourniture de viande se justifie le plus ; malheureusement, pratiquement rien n'a été fait encore dans cette direction en Afrique occidentale et centrale. On ne peut citer que quelques rares expériences en cours de réalisation :

- élevage d'aulacodes au Togo, Ghana et Bénin ;
- ranch de gibier de Nazinga, au Burkina Faso.

Dans la partie nord de cette zone, où il existe encore de vastes secteurs à faible peuplement humain, des expériences d'élevage en semi-liberté et de prélèvements réguliers devraient être mis en place. Dans la partie sud, qui correspond à la forêt dense où les animaux sauvages sont plus sédentaires car il ne s'y pose généralement pas de problème de ravitaillement en eau et en nourriture, la priorité devrait être accordée aux élevages en enclos (aulacodes en particulier) et à l'élevage en semi-liberté sur des surfaces relativement petites.

Il ne s'agit là que de grandes orientations pour ces trois zones et, dans la pratique, il ne faut bien sûr exclure aucune technique *a priori*.

Comme indiqué plus haut, l'Afrique francophone a pris un très grand retard sur l'Afrique australe dans le domaine de l'élevage du gibier. Compte tenu des différences de biotopes, de climats et d'espèces animales, il est difficile d'appliquer directement les résultats obtenus dans ces dernières régions aux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Des adaptations sont indispensables et elles exigent des recherches et la mise en place d'opérations-pilotes, comme celles indiquées ci-dessus, dans tous les pays de cette région. Parmi ces opérations-pilotes, celle qui nous paraît la plus prometteuse à l'heure actuelle est celle du ranch de gibier de Nazinga, au Burkina Faso, sur laquelle nous nous arrêterons plus longuement.

## LE RANCH D'ÉLEVAGE DE GIBIER DE NAZINGA

Le ranch de gibier de Nazinga couvre une superficie de 940 km<sup>2</sup> en pays Gourounsi, dans le centre-sud du Burkina Faso, entre les villes de Pô et de Leo et il jouxte la frontière ghanéenne. Au début des années 1970, cette zone (dont une partie de l'actuelle superficie était une forêt classée) avait été pratiquement vidée de sa faune sauvage par un braconnage intense et par l'absence d'eau consécutive aux années de grande sécheresse de cette époque. Les populations locales, pour lesquelles la forêt classée de Nazinga constituait un lieu traditionnel de pêche, ne la fréquentaient plus du fait de l'absence d'eau.

Cette situation particulière a incité un biologiste canadien, C.G. Lungren, à tenter dès 1973, avec le Gouvernement burkinabe et la population avoisinante, une expérience originale de reconstitution de l'environnement et de la faune sauvage dans ce secteur. Une ONG canadienne, l'ADEFA (Association pour le Développement de l'Élevage de la Faune sauvage africaine) a été créée afin de récolter les fonds nécessaires au démarrage, en 1979, du projet intitulé « Projet-pilote pour l'utilisation rationnelle de la faune à Nazinga ». Par la suite, d'autres appuis techniques et financiers se manifestèrent : parmi lesquels, la FAO, le Corps de la Paix américain et surtout l'Agence canadienne pour le Développement international (ACDI) et tout récemment la France.

À ce jour, le projet a ouvert 600 km de pistes et construit 11 barrages de retenue d'eau, la plus grande partie de ces travaux ont été effectués par de la main-d'œuvre recrutée sur place. Grâce à un grand effort de lutte anti-braconnage et à la collaboration étroite avec les villageois, coopération obtenue grâce à l'intéressement sous diverses formes de ceux-ci au projet, l'accroissement du nombre d'animaux sauvages a été spectaculaire, alors qu'en 1973 la forêt classée de Nazinga avait été pratiquement vidée de sa faune par le braconnage, les derniers recensements de 1985 estimaient à environ 12 000 le nombre des grands herbivores du ranch de Nazinga, avec une biomasse de 720 kg/km<sup>2</sup>. L'accroissement de la population des éléphants a été particulièrement remarquable, en 1989 elle était estimée à 370 individus.

Les retenues d'eau, prévues au départ pour les besoins de la faune, ont aussi largement contribué à intégrer davantage les populations avoisinantes qui sont autorisées à y pêcher à l'occasion de grands rassemblements. La quantité, la taille et la diversité des prises sont en augmentation permanente.

L'accroissement du nombre des grands herbivores a conduit les responsables du ranch à envisager leur exploitation pour la fourniture de protéines et de revenus monétaires aux populations locales. Plus de 70 chercheurs stagiaires ont participé aux programmes de recherches sur le milieu et sur les herbivores sauvages afin d'aider les biologistes du ranch à déterminer les capacités de charge des divers habitats et à estimer la production annuelle soutenue du ranch, le principal objectif des responsables de celui-ci étant de le rendre autosuffisant, principalement par la production de viande de gibier et de trophées, mais aussi grâce à la chasse sportive et à la vente d'animaux vivants.

Le but des responsables est d'atteindre le rendement soutenu maximum ; pour ce faire, des études ont été menées pour évaluer la capacité de charge des principaux habitats composant le ranch et pour estimer les taux de prélèvement à opérer pour chaque espèce principale afin d'atteindre, puis de maintenir, les populations au niveau optimum.

Les taux d'exploitation qui ont été fixés par les biologistes varient suivant les espèces :

- 3 % pour l'hippotrague ;
- 5 % pour le céphalophe à flancs roux ;
- 9,5 % pour le céphalophe de Grimm et l'ourébi ;
- 13 % pour le phacochère.

Pour effectuer ces prélèvements, priorité est accordée au tourisme cynégétique qui peut procurer sensiblement plus de recettes que la chasse locale. Lorsque le quota prévu n'est pas atteint par la chasse sportive, le complément est prélevé par des chasseurs locaux encadrés par les responsables du ranch ; il a été prévu d'effectuer ces prélèvements de nuit, par des équipes spécialisées ; ceci de façon à éviter de trop perturber les animaux et de créer un comportement de fuite devant les véhicules des touristes qui circulent de jour. Il a été également prévu de récupérer toute la viande et les sous-produits des animaux ainsi abattus, en grande partie au profit des villages situés à la périphérie du ranch. Dans cette perspective, un secteur du ranch est affecté à chaque village, l'idée étant d'encourager les villageois à participer effectivement à la lutte contre le braconnage dans leur environnement, puisque leurs recettes seront proportionnelles à l'efficacité de cette lutte. Ces abattages de régulation des populations animales serviront également aux chercheurs affectés au ranch et aux chercheurs stagiaires pour des études scientifiques sur les différentes espèces d'animaux de la région, en vue d'améliorer le système de gestion de ces populations.

Pour atteindre l'autofinancement du ranch, les responsables comptent y développer le tourisme de vision ; pour ce faire, des infrastructures sommaires et modestes ont déjà été mises en place et les visiteurs, en plus des frais d'hébergement, doivent s'acquitter d'un certain nombre de taxes (tarifs de 1988) : taxe d'entrée (qui varie de 500 francs CFA pour les nationaux à 1 500 francs pour les touristes), taxe routière par véhicule et par visite (1 000 francs), frais de pistage par journée (2 000 francs), étiquette autocollante (350 francs), frais de safari nocturne (3 000 francs par personne et par sortie).

Pour parfaire le système, il avait été également prévu de délimiter des « zones villageoises de chasse » tout autour du ranch, chaque zone dépendant de l'un des dix villages les plus proches du ranch. Les résultats scientifiques obtenus dans le ranch seront extrapolés à ces secteurs afin de définir un plan de tir annuel pour chaque secteur. Les chasseurs ne pourront prélever que les trophées, la viande et les sous-produits des animaux abattus restant la propriété des villageois responsables du secteur où l'abattage a eu lieu. Les taxes d'abattage, qui varient suivant les espèces, seront divisées en trois parties : une partie sera reversée aux villageois sur le secteur desquels l'abattage a eu lieu, une deuxième partie sera reversée au Trésor public et la dernière partie reviendra à la société de gestion du ranch. Comme les zones périphériques du ranch sont moins riches en faune que celui-ci, et pour ne pas décourager le tourisme cynégétique, il est

prévu que si, après plusieurs sorties de chasse, le touriste n'a pu obtenir un animal auquel il a droit dans le secteur de chasse qui lui a été attribué, il sera autorisé à rechercher cet animal dans le secteur du ranch le plus proche du même village. En cas de succès, l'animal en question sera, bien entendu, défacturé du quota fixé pour les abattages de régulation à l'intérieur du ranch et il sera considéré comme ayant été abattu dans la zone villageoise de chasse la plus proche.

En plus des taxes d'abattage, il est prévu une taxe journalière de chasse de 10 000 francs CFA par jour qui sera versée intégralement au village concerné.

Un abattage très sélectif d'éléphants est également prévu, moyennant une taxe d'abattage de 300 000 francs CFA par tête qu'il est envisagé d'affecter à un compte spécial pour permettre d'indemniser les agriculteurs victimes de dégâts d'éléphants.

Enfin, pour éviter que les villageois concernés ne soient dépossédés d'une partie des revenus de cette exploitation de la faune par des commerçants étrangers à la zone, le projet prévoit d'organiser ces villageois en coopératives (pour la préparation et le commerce de la viande, ainsi que pour le travail et la vente des trophées, des peaux et des autres sous-produits de la faune); des études sont en cours pour fixer au mieux les prix de ces produits aux différents stades de la commercialisation.

Les responsables du projet espèrent que ce système d'intéressement, à tous les niveaux, des populations locales inciteront celles-ci à protéger efficacement la faune de leurs secteurs respectifs.

Pour la saison 1988-89, les recettes totales du ranch se sont élevées à près de 38 000 000 francs CFA. Le départ de l'ADEFA, en novembre 1989, a provoqué quelques perturbations dans la gestion du ranch en raison de l'insuffisance de formation du personnel national; c'est ainsi que pour la saison 1989-90 les recettes sont tombées à 24 000 000 francs CFA, malgré un relèvement du prix des permis de visite. Une mission demandée par le ministère de l'Environnement et du Tourisme et exécutée au cours du dernier trimestre 1990 sous l'égide de la Mission française de Coopération et d'Action culturelle de Ouagadougou a permis de remédier aux défauts constatés et de relancer les activités du ranch: les premiers résultats de la saison 1990-91 sont très encourageants, surtout du côté du développement du tourisme de vision sur lequel un accent particulier a été mis en attendant que les recensements en cours permettent de fixer les nouveaux quotas de prélèvement.

Bien entendu, le système d'exploitation prévu ci-dessus est appelé à se perfectionner grâce à l'analyse critique des résultats de chaque campagne.

Si l'obtention de l'autofinancement de l'Unité de ranching ne peut être garantie, au stade actuel des études, les résultats très positifs en ce qui concerne la reconstitution de l'environnement en général, et de la faune sauvage en particulier, ne font par contre aucun doute et le Gouvernement burkinabe envisage déjà la création de deux autres ranchs similaires dans le pays. Il serait très souhaitable que, sans plus attendre, les autres pays présentant les mêmes caractéristiques écologiques que le Burkina Faso profitent de cette expérience de plus de dix années pour mettre en place des unités similaires d'exploitation de la faune sauvage.

## CONCLUSIONS

Pour les différentes raisons que nous venons de passer en revue:

— rôle primordial joué par la faune sauvage dans le ravitaillement en protéines animales des populations rurales partout où l'élevage du gros bétail domestique est rendu difficile et onéreux pour des raisons sanitaires ou autres;

**J.-P. THOMASSEY**

— meilleure exploitation d'un grand nombre de biotopes africains par la faune sauvage que par le bétail domestique ;

— grande valeur commerciale de certains produits de la faune (peaux, plumes, ...), valeur accrue pour certaines espèces à la suite de leur classement à l'annexe 1 de la Convention sur le Commerce international des Espèces de faune et de flore menacées d'extinction ;

— grand retard pris par l'Afrique francophone par rapport à l'Afrique anglophone dans le domaine des élevages de gibier ;

— raréfaction de certaines espèces à la suite d'un braconnage intensif et menace consécutive sur le maintien de la biodiversité ;

il serait très important que les expériences d'élevage en enclos menées depuis quelques années dans certains pays et l'expérience du ranch de gibier de Nazinga au Burkina Faso soient diffusées et adaptées, par le biais d'opérations-pilotes, dans les autres pays d'Afrique francophone bénéficiant de conditions écologiques similaires.

Des études et des opérations-pilotes mériteraient également d'être conduites pour implanter et développer l'élevage de certaines espèces (autruche, crocodile, ...) qui fournissent des produits très appréciés dans les pays industrialisés du Nord.

J.-P. THOMASSEY  
Ingénieur en Chef du GREF  
DIRECTION DE L'ESPACE RURAL ET DE LA FORÊT  
1 ter, avenue de Lowendal  
75700 PARIS